CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS

ARRET

n° 14.918 du 7 août 2008
dans l'affaire X / III

En cause : X

contre :

l'Etat belge, représenté par le Ministre de l'Intérieur et désormais par la
Ministre de la Politique de migration et d'asile

LE PRESIDENT DE LA IIIe CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 10 décembre 2007 par X et par Mme X, en leurs noms et au nom de leur fille mineure, ainsi que par Mme X, qui déclarent être de nationalité kazakhe, tendant à l'annulation de « la décision du 5 novembre 2007 de refus de la demande d'autorisation de séjour, en application de l'article 9.3 de la loi du 15 décembre 1980 ».

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le mémoire en réplique.

Vu l'ordonnance du 25 juin 2008 convoquant les parties à comparaître le 28 juillet 2008.

Entendu, en son rapport, M. P. VANDERCAM, président de chambre.

Entendu, en observations, Me V. BECKERS loco Me J. BOULBOULLE-KACZOROWSKA, avocat, qui comparaît la partie requérante, et C. VAILLANT loco Me E. DERRIKS, , qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Rétroactes.

1.1. Les requérants déclarent être arrivés dans le Royaume le 6 août 2000.

Le lendemain, ils ont demandé l'asile. Cette procédure a été clôturée par deux décisions confirmatives de refus de séjour prises par le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides le 9 octobre 2000. Les recours introduits auprès du Conseil d'Etat ont été rejetés par un arrêt n° 97.068 du 27 juin 2001.

Le 6 septembre 2001, ils ont introduit une demande d'autorisation de séjour sur base de l'article 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980, laquelle a été déclarée irrecevable le 8 mai 2002. Cette décision a été annulée par le Conseil d'Etat par un arrêt n°144.729 du 20 mai 2005.

Le 28 août 2003, ils ont introduit une nouvelle demande d'autorisation de séjour sur base de l'article 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980. Celle-ci a été complétée à plusieurs reprises. Cette demande a été déclarée irrecevable le 23 janvier 2006. Le recours en suspension introduit auprès du Conseil d'Etat est actuellement pendant.

Le 2 juin 2006, ils ont à nouveau introduit une demande d'autorisation de séjour sur base de l'article 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980.

1.2. En date du 5 novembre 2007, la partie défenderesse a pris à leur égard une décision d'irrecevabilité d'une demande d'autorisation de séjour.

Cette décision, qui constitue l'acte attaqué, est motivée comme suit :

« MOTIFS : Les éléments invoqués ne constituent pas une circonstance exceptionnelle.

La famille [...] était autorisé au séjour durant sa demande d'asile introduite le 07/08/2000, clôturée négativement le 09/10/2000, la décision ayant été notifié le 11/10/2000. Depuis cette date, les requérants sont en séjour illégal sur le territoire.

Les requérants invoquent les éléments suivants comme circonstances exceptionnelles : risque de persécution, situation des Ouïgours, scolarité des enfants. Toutefois, force est de constater que l'intéressé réitère les mêmes éléments que ceux déjà exposés dans sa première demande. Dès lors, ils n'appellent pas d'appréciation différente de celle opérée lors de la première demande d'autorisation de séjour. Il ne s'agit donc pas d'une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant difficile un retour au pays d'origine.

Quant au fait que les intéressés n'auraient plus d'attache au Kazakhstan, ils n'avancent aucun élément pour démontrer ses allégations qui permettrait de penser qu'ils seraient dans l'impossibilité ou la difficulté de regagner temporairement son pays d'origine. Ils ne démontrent pas qu'ils ne pourraient obtenir de l'aide au niveau du pays (association ou autre). Or, rappelons qu'il incombe aux requérants d'étayer leur argumentation (C.E. - Arrêt du 13/07/20001 n° 97.866). Il ne s'agit donc pas d'une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant difficile un retour au pays d'origine.

Selon les requérants, la loi kazakhe prévoit à l'article 21.4 : La citoyenneté de la République du Kazakhstan est considérée perdue : (...) Si la personne habite en permanence à l'extérieur de la République du Kazakhstan ne se fait pas immatriculer auprès du service consulaire sans des raisons justificatives au cours des trois ans ». Comme nous l'avons déjà précisé, le requérant était autorisé au séjour durant l'étude de sa demande d'asile c'est à dire 3 mois. Aussi sont-ils à l'origine du préjudice qu'ils invoquent, s'étant maintenu illégalement sur le territoire pour un délai supérieur à trois ans, comme en témoigne une jurisprudence constante du Conseil d'Etat (C.E. - Arrêt n°95.400 du 03/04/2002, C.E. - Arrêt n° 117.448 du 24/03/2002 et C.E. - arrêt n° 117.410 du 21/03/2003). Il ne s'agit donc pas d'une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant difficile un retour au pays d'origine.

Les requérants précisent qu'ils ont l'intention d'introduire une demande de reconnaissance du statut d'apatride. Il importe de signaler que la constatation officielle de l'apatridie n'a pas pour conséquence que les demandeurs se voit reconnaître un droit au séjour dans le Royaume. Cela n'a également pas pour conséquence que les demandeurs se trouvent de facto dans l'impossibilité matérielle de partir vers son pays d'origine ou se rendre dans un pays tiers. A notre connaissance, aucune demande de ce genre n'a été introduite. Il ne s'agit donc pas d'une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant difficile un retour au pays d'origine.

Les intéressés avancent également le fait qu'il n'existe pas de représentation diplomatique belge au Kazakhstan et qu'ils devront se rendre au poste de Moscou. Cependant, il y a lieu de noter que cet élément ne constitue pas une circonstance exceptionnelle car pour raison d'éloignement, notre ambassade située à Moscou accepte l'introduction des demandes de visa par courrier pour l'ensemble des pays dans sa juridiction, dont notamment le Kazakhstan. Les intéressés peuvent donc envoyer leur demande par courrier électronique, express ou normal sans devoir nécessairement se déplacer jusque Moscou. La réponse leur sera donnée de la même manière. Cet élément ne constitue donc pas une circonstance exceptionnelle.

Soulignons que l'intention ou la volonté de travailler non concrétisée par la délivrance d'un permis de travail et la conclusion d'un contrat de travail n'empêche pas un retour temporaire vers le pays d'origine ou de résidence afin d'y lever les autorisations requises. Il ne s'agit donc pas d'une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant difficile un retour au pays d'origine. »

2. Question préalable.

En application de l'article 39/59, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980, la note d'observations déposée par la partie défenderesse doit être écartée des débats. Cet écrit de procédure a en effet été transmis au Conseil le 14 juillet 2008, soit en dehors du délai légal de huit jours à compter de la communication de la requête, laquelle a eu lieu le 5 février 2008.

3. Exposé des moyens d'annulation.

3.1. La partie requérante prend un moyen unique « de la violation des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, ainsi que de l'excès de pouvoir et de l'abus contraire à l'article 3 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales [CEDH] ».

3.2. Dans ce qui s'apparente à une première branche, relative à l'absence d'attaches au Kazakhstan, elle soutient en substance que s'il incombe aux requérants d'étayer leur argumentation, on ne peut raisonnablement exiger d'eux qu'ils fournissent des éléments impossibles à obtenir. En l'espèce, elle estime que la preuve de situations de fait négatives est extrêmement difficile à rapporter, voire impossible.

3.3. Dans ce qui s'apparente à une deuxième branche, relative à l'apatridie des requérants, elle relève en substance que la partie défenderesse n'a pas contesté le fait que les requérants soient apatrides mais leur a simplement fait grief d'être à l'origine de leur situation.

Elle soutient à cet égard que la responsabilité des intéressés dans la perte de leur nationalité n'entre pas en ligne de compte pour la reconnaissance de leur statut d'apatride.

Elle estime encore que cette situation d'apatridie implique une impossibilité matérielle de partir vers son pays d'origine ou de se rendre dans un pays tiers, étant donné que l'apatride ne dispose de la nationalité d'aucun pays.

3.4. Dans ce qui s'apparente à une troisième branche, relative à l'absence de poste diplomatique belge au Kazakhstan, elle soutient en substance qu'il n'est pas cohérent d'obliger les requérants à rentrer dans un pays d'où ils ne pourront pas effectuer les démarches en personne mais devront procéder par voie postale. Elle estime que les requérants pourraient très bien effectuer ces démarches depuis la Belgique, ce qui leur épargnerait des coûts importants.

Dès lors, elle estime que la motivation de l'acte attaqué est illogique et qu'une telle situation constitue une circonstance exceptionnelle.

3.5. Dans son mémoire en réplique, la partie requérante renvoie aux arguments développés dans sa requête.

4. Discussion.

4.1. Le Conseil rappelle que l'article 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980, établit un régime d'exception au régime général de l'introduction de la demande par la voie diplomatique. Dans le cadre d'une telle demande d'autorisation de séjour, l'appréciation des « circonstances exceptionnelles » auxquelles se réfère cette disposition constitue une étape déterminante de l'examen de la demande, dès lors qu'elle en conditionne directement la recevabilité en Belgique, en dérogation à la règle générale d'introduction dans le pays d'origine ou de résidence de l'étranger, et ce quels que puissent être par ailleurs les motifs mêmes pour lesquels le séjour est demandé. Il a ainsi déjà été jugé que les « circonstances exceptionnelles » précitées sont des circonstances qui rendent impossible ou particulièrement difficile le retour temporaire de l'étranger dans son pays d'origine pour y accomplir les formalités nécessaires à l'introduction d'une demande de séjour, que le caractère exceptionnel des circonstances alléguées doit être examiné par l'autorité administrative dans chaque cas d'espèce, et que si celle-ci dispose en la matière d'un large pouvoir d'appréciation, elle n'en est pas moins tenue de motiver sa décision et de la justifier

adéquatement (en ce sens, notamment : C.E., n° 107.621, 31 mars 2002 ; CE, n° 120.101, 2 juin 2003).

Le Conseil rappelle également que c'est à l'étranger lui-même qui revendique l'existence de circonstances exceptionnelles à en rapporter la preuve, puisqu'il sollicite une dérogation, ce qui implique que la demande d'autorisation de séjour doit être suffisamment précise et étayée. L'administration n'est quant à elle pas tenue d'engager avec l'étranger un débat sur la preuve des circonstances dont celui-ci entend déduire son impossibilité de retourner dans son pays d'origine.

4.2. S'agissant de l'absence d'attaches au pays d'origine, force est de constater que la partie défenderesse a adéquatement motivé sa décision en relevant que les requérants n'avancent aucun élément de nature à démontrer qu'ils seraient dans l'impossibilité ou la difficulté de regagner temporairement leur pays d'origine, en soulignant qu'ils n'ont pas démontré qu'ils ne pourraient obtenir de l'aide au niveau du pays.

La partie requérante ne conteste pas autrement cette motivation qu'en se bornant à énoncer qu'il s'agit d'une preuve impossible à rapporter, sans autre développement de son propos qui ne constitue dès lors qu'une simple considération d'opportunité.

4.3. S'agissant des circonstances exceptionnelles que la partie requérante entendait déduire de sa situation en matière de nationalité, le Conseil rappelle qu'aux termes des travaux préparatoires de la loi du 15 décembre 1980, la dérogation prévue par l'article 9, alinéa 3, de la loi précitée a été voulue par le législateur pour rencontrer des « situations alarmantes qui requièrent d'être traitées avec humanité ». Le Conseil souligne également qu'il a déjà été jugé que le caractère exceptionnel des circonstances alléguées « doit être examiné par l'autorité dans chaque cas d'espèce. Il n'est pas requis que ces circonstances revêtent un caractère imprévisible, et il n'est même pas exclu qu'elles résultent en partie du comportement de la personne qui les invoque, pourvu que ce comportement témoigne d'une prudence et d'une diligence normales et n'apparaisse pas comme une manœuvre délibérée destinée à placer la personne en cause dans une situation difficile en cas de rapatriement » (C.E., 3 octobre 2001, arrêt n°99.424), et que sont dès lors exclues « les prétendues circonstances exceptionnelles créées ou organisées par l'étranger lui-même » (C.E., 17 décembre 2004, arrêt n°138.622).

Partant, dans l'exercice de son large pouvoir d'appréciation en la matière, la partie défenderesse a valablement et suffisamment motivé sa décision, sans violer les dispositions visées au moyen ni excéder son pouvoir, en relevant que la situation alléguée ne constituait pas une circonstance exceptionnelle dès lors qu'elle procédait de la volonté même des requérants.

En tout état de cause, les requérants ne bénéficient pas du statut d'apatrides reconnus et ne peuvent donc se prévaloir de cette circonstance.

4.4. S'agissant de l'absence de poste diplomatique au pays d'origine, le Conseil constate que la partie défenderesse a pu sans violer les dispositions visées au moyen, souligner dans sa motivation que cet élément n'empêche pas d'entamer ses démarches auprès de l'ambassade belge à Moscou, laquelle est compétente pour son lieu de résidence et accepte les demandes de visas par courrier pour l'ensemble des pays dans sa juridiction.

Pour le surplus, le Conseil rappelle que les circonstances exceptionnelles au sens de l'article 9, alinéa 3, de la loi, sont des circonstances qui rendent particulièrement difficile ou impossible le retour des intéressés dans leur pays d'origine ou de résidence antérieure pour y lever l'autorisation de séjour par la voie normale. Ainsi définies, ces « circonstances exceptionnelles » ne sauraient être confondues avec des considérations d'opportunité déduites des avantages et inconvénients comparés que représenterait, pour les requérants, l'introduction d'une demande d'autorisation de séjour en Belgique ou à l'étranger.

4.5. Au demeurant, la motivation de la décision attaquée révèle que la partie défenderesse a, de façon détaillée et méthodique, répondu aux principaux éléments soulevés dans la demande d'autorisation de séjour des requérants et ses compléments

(craintes de persécution, absence d'attaches au pays, scolarité des enfants, origine ouïgoure, volonté de travailler, absence d'ambassade, situation en matière de nationalité).

Elle a dès lors suffisamment et adéquatement exposé les motifs pour lesquels les éléments invoqués par les requérants ne constituaient pas une circonstance exceptionnelle au regard de l'article 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980, car exiger davantage de précisions reviendrait à obliger l'autorité administrative à fournir les motifs des motifs de sa décision, ce qui excède son obligation de motivation.

4.6. Quant à la violation alléguée de l'article 3 de la CEDH, le Conseil relève que cette articulation du moyen est irrecevable, faute de développement indiquant en quoi la décision attaquée aurait violé cette disposition.

4.7. Le moyen pris n'est fondé en aucune de ses branches.

**PAR CES MOTIFS,
LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

Article unique.

La requête en annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la IIIe chambre, le sept août deux mille huit par :

M. P. VANDERCAM, président de chambre,

,

Le Greffier,

Le Président,

P. VANDERCAM.